

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 37 (1892)
Heft: 5

Artikel: Les Suisses au service de France et les mémoires du général baron de Marbot [fin]
Autor: Boogaard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348202>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

XXXVII^e Année.

N^o 5.

Mai 1892

Les Suisses au service de France et les mémoires du général baron de Marbot ¹.

(Fin.)

La grand'route de Wilna était impraticable. La division Loison avait marché avec la cavalerie napolitaine à la rencontre de notre armée, mais le froid avait en quelques heures tué 7 à 8000 hommes². Les abords de la ville, dans laquelle on avait accumulé d'im-

¹ Voir nos numéros de janvier, février, mars et avril.

² Le bataillon Bleuler ne fut guère plus heureux. Il avait, on s'en souvient, conduit un convoi de prisonniers russes à Wilna, et il recueillit dans cette ville un détachement de 300 Suisses, expédiés des dépôts, sous les ordres du lieutenant Mathey, pour renforcer leurs régiments respectifs. Bleuler allait à la rencontre de la Grande Armée, lorsqu'il se croisa avec le traîneau de l'empereur. Il ne tarda pas à être entraîné par la masse des fuyards, qui encombraient les routes. Au bout de trois jours, il n'eut plus que 30 hommes sous ses ordres, mais il put heureusement rentrer à Wilna. Là, il recueillit le capitaine Christen avec la petite troupe d'officiers et sous-officiers, qui ramenait de la Bérézina l'aigle du 4^e régiment. Il continua immédiatement sa retraite sur Kowno et Marienbourg. Rösselet, blessé, en fit autant avec l'aigle du 1^{er} régiment. Moins heureux qu'eux, un grand nombre de leurs camarades avaient succombé en route. A une journée de marche de Wilna, le commandant de Graffenried, blessé de plusieurs coups de lance, fut obligé de se rendre à discrétion avec l'adjudant Heusler et il termina, le 6 décembre, son honorable carrière. Le vieux colonel Raguettly, tombé de même entre les mains des Cosaques, mourut le 10 décembre. Le même sort était réservé aux capitaines Victor Thomasset, Schlegel, Philippe Gottrau, Pfluger, Mittelholzer, Bommert, Sonnaz et Antoine Chollet, aux lieutenants Geiger, Dittlinger, Mohr, Antoine Gottrau, Salis Samade, Rauchert, Friess, Desjardin, Gross, Thomas (*), Veillon, Blaser, Casaulta, Hemmler, Jost, Schnyder, Léonard et Conrad Finsler, Guillaume Meyer, Tobler, Escher, etc., ainsi qu'à un très grand nombre de sous-officiers et de soldats suisses. Le capitaine neuchâtelois Preud'homme mourut à la suite des fatigues qu'il avait éprouvées en dirigeant les travaux du génie au passage de la Bérézina.

L'adjudant May, le chirurgien Thorin, les officiers Jean Meyer, Ziehbach, Rovillon, Bæriswyl, Jean Bohrer, Stettler, Capretz, Prudhomme, Schnyder de Wartensee, Steiner, Mock, Dortu, Christ, Schröter, Hausknecht, Ardrighetti, Zeltner, Bierry, Gugger, Glutz, Rodolphe Frossard, Hofer, Sainte-Foy, etc., demeurèrent prisonniers des Russes. Ceux qui purent arriver à Wilna, laissant derrière eux les routes encombrées d'hommes, de chevaux, de canons et de bagages, n'y trouvèrent aucun des soulagements si ardemment désirés. Les hôpitaux étaient encombrés et les maisons qui n'étaient pas démolies étaient remplies de malades. Les magasins furent mis au pillage, car aucune distribution ne pouvait se faire régulièrement. (Schaller, Histoire citée, p. 173-174.)

(*) Le lieutenant Thomas, de Bex, avait un frère aîné, Jean-François Thomas, capitaine au 4^e régiment, qui était resté en Espagne avec le dernier bataillon de ce régiment. Son fils, qui servait comme fourrier dans la compagnie de son père, devint plus tard major d'un bataillon vaudois.

menses magasins, étaient en outre obstrués par 30 à 40,000 fuyards en désordre qui, mourant de faim et de froid, réclamaient depuis deux jours des vivres et un gîte. Les Bavares arrivaient de Michalisky, suivis de près par les Russes. Ney tâchait d'organiser avec tous les hommes valides la défense de la place. Incapable de me servir de ma main droite qui avait le plus souffert de congélation, parce que j'avais tenu longtemps la bride de mon cheval, je ne tardai pas à me convaincre qu'il me serait impossible de pénétrer en ville ; je courais le risque d'être écrasé par la foule ou pris entre deux feux. C'était le matin du 9 décembre. Je me décidai à contourner la ville par la gauche et à gagner la campagne. J'eus à m'en féliciter, car vers midi le canon annonçait l'attaque des Russes et forcément l'évacuation de la ville, dans des conditions désastreuses. A une lieue et demi de Wilna se trouve une colline escarpée, où la route était devenue inaccessible à cause du verglas. Voitures de guerre, chevaux et piétons s'aggloméraient aux pieds de la côte de Ponari et rendaient de nouveau toute retraite impossible. Ici encore, je pris le parti de m'enfoncer dans une forêt qui était sur ma gauche et, après deux heures de marche dans des chemins de traverse et des fondrières gelées, j'avais contourné l'obstacle et je me retrouvais sur la route d'Ewé. Epuisé de fatigue, je m'approchai d'un feu de bivouac où se chauffaient quelques hommes de la garde et du 2^e corps. Mornes et silencieux, ils regardaient fixement le feu et paraissaient complètement hébétés. De temps en temps, un petit bruit sinistre annonçait la chute d'un cadavre, que personne ne songeait à relever ; puis, de nouveaux spectres, pâles et dans des costumes impossibles, venaient prendre la place des morts. Je sentis que si je cédaï au sommeil, j'étais un homme perdu. Je consultai une carte de la Lithuanie, que le général Merle m'avait confiée sur l'Oula, et je vis avec joie que je n'étais plus qu'à deux journées de marche de Kowno, dernière ville de la Russie. Cette pensée soutint mon courage et je me remis en route au milieu de la nuit. La lune, presque aussi claire que le pâle soleil de ces contrées, éclairait la vaste plaine. Un silence de mort régnait dans l'atmosphère. On n'entendait que le craquement de la glace et les sanglots des victimes. Avec un gros bâton dans la main gauche, je parvins à Ewé. Après une courte halte, je repris la route de Kowno à la pointe du jour. La blancheur éclatante de la neige éblouissait nos yeux, fatigués par de longues veilles et par l'intensité du froid. Puis les cosaques de Seslavin apparaissaient souvent à l'horizon. Semblables à des oiseaux de proie, ils cherchaient à se jeter sur les hommes isolés et à les dépouiller de leurs vêtements. Alors les premiers venus se groupaient en carré et faisaient front aux assaillants. Quelques coups de feu et notre bonne contenance suffisaient pour les mettre en fuite, car eux-mêmes, quoique bien nourris et bien vêtus, souffraient de cette température exceptionnellenent rigoureuse.

J'entrai le 11 au soir à Kowno. Le froid était, disait-on, descendu à —24°. Je me rendis immédiatement au petit dépôt de nos régiments suisses, où j'espérais trouver mes effets de rechange. Cruelle déception ! le capitaine Hirzel avait disparu, et le dépôt confié à ses soins avait été pillé par les fuyards. Je trouvai à grand'peine un hangar tout ouvert pour y passer la nuit, et le lendemain le commandant de place me signifia l'ordre de rejoindre mon corps à Marienbourg. Je passai le Niémen par une neige abondante, et le 12 décembre, après quinze jours de retraite, après six mois de campagne, trois batailles et douze combats, je me retrouvai sur la terre prussienne. Plein de reconnaissance envers Dieu, je jetai un dernier regard sur cette Russie inhospitalière, tombeau de la plus belle armée que Napoléon eût jamais mise sur pied.

Au sortir de la grande forêt de Nogariski, j'entrai dans le bourg d'Antinowo, et comme j'avais pris de l'avance sur une bonne partie de l'armée, j'obtins assez facilement, grâce à mon argent de poche, des traîneaux pour me rendre successivement à Stallupœhnen, Gumbinen, Insterbourg, Königsberg, Elbing et Marienbourg. Je traversais une contrée que nous avions déjà parcourue au commencement de juin et dans laquelle les régiments suisses avaient, par leur discipline et leur bonne conduite, laissé le meilleur souvenir ; aussi je fus reçu partout avec bonté et compassion. Le 23 décembre, j'arrivai exténué à Marienbourg sur la Vistule. La peau de ma figure se pelait en larges bandes sanguinolentes et me rendait méconnaissable. Je me présentai immédiatement au colonel d'Affry, chargé de reconstituer nos régiments¹. Il me fit transférer aux ambulances et examiner par le chirurgien-major Fischlin. Celui-ci constata que j'avais la main droite, les oreilles et une partie de la figure gelés, que la fièvre me minait depuis un mois et que j'étais incapable de faire pour le moment un service actif ; d'Affry me délivra en conséquence une feuille de route sur Marienwerder, où je serais plus tranquille et mieux soigné. Il fit régler ma solde arriérée, sauf déduction de la somme qui m'avait été confiée après les combats de la Bérézina. Le thermomètre était subitement remonté de 20 degrés.

Je fus logé à Marienwerder chez la veuve d'un employé de la régie, M^{me} Mayer. Elle me soigna avec un dévouement qui ne s'est jamais effacé de ma mémoire. Bien nourri, bien couché, je cherchai à oublier les scènes affreuses auxquelles je venais d'échapper ; mais souvent encore j'étais réveillé en sursaut par des rêves effrayants. Le chirurgien qui me soignait déclara que l'amputation des doigts de la main droite jusqu'à la première phalange était nécessaire pour

¹ De Marienbourg, le colonel d'Affry adressa au landamman suisse Burckhardt, sous date des 2 et 23 janvier, deux intéressants rapports qui figurent aux archives fédérales et d'où ont été extraits la plupart des renseignements donnés sur la belle conduite des troupes suisses en Russie.

éviter la gangrène. Je subis l'opération, qui fut très douloureuse, et, chose curieuse, l'os du médium poussait depuis lors chaque printemps, jusqu'à ce que le manque d'aliments le fit tomber en poussière.

Le 3 janvier, on apprit à Marienwerder la défection des Prussiens et l'entrée des Russes dans le royaume. La population les considérait comme des libérateurs. Je compris que nous ne pourrions plus faire un long séjour en Prusse et qu'il fallait songer à la retraite. Parmi les camarades cantonnés dans la même ville se trouvait le capitaine Byrde de Vaud. Nous décidâmes de prendre ensemble un traîneau et de partir le 6 janvier. La chose n'était pas facile, car chaque jour avait amené de nouveaux éclopés et les chevaux étaient insuffisants pour répondre à des milliers de demandes. A force d'instances et d'argent, le maître de poste nous promit un traîneau pour le soir même, mais à condition que nous nous cachions dans son bureau quelques heures à l'avance. Je pris donc congé de mon excellente hôtesse et je réunis mes hardes qui avaient été renouvelées et désinfectées par ses soins pendant notre court séjour à Marienwerder. Déjà l'ennemi occupait Elbing et Marienbourg. Les avant-postes approchaient de la ville et la foule des fuyards était grande. Après deux heures d'attente, le maître de poste nous dit : « Capitaines, il est temps, partez. » Un traîneau était à la porte ; nous nous précipitons. Je passe le premier en jouant des coudes et en criant : « Place au Prince ! Place au Prince ! » Byrde suivait ; il en imposait par sa grande stature, mais arrivé au véhicule, il dut encore écarter violemment deux officiers supérieurs qui voulaient s'en emparer. Je continuai ma route avec cet excellent ami par Culm, Bromberg, Schneidemühl, Ruschendorf, Woldenberg, Landsberg et Küstrin, mais partout notre marche était gênée et retardée par des encombrements de toute nature. Les troupes se croisaient en tous sens et souvent nous étions arrêtés par les convois d'artillerie ou de munitions. Il était très difficile d'obtenir des chevaux et ma bourse se dégarnissait de jour en jour. Mon estomac délabré exigeait, en outre, une nourriture légère et fortifiante. Je déclarai à Byrde qu'invalides comme je l'étais, j'allais le quitter et me diriger vers les Etats allemands du sud, où je trouverais plus de sympathie que dans les provinces prussiennes. Il continua sa route sur Mæstricht et je voyageai seul à petites étapes par Francfort-sur-l'Oder, Lubben, Torgau, Leipzig, Naumbourg, Gera, Hof, Baireuth, Erlangen, Anspach, Halle, Stuttgart, Wildbad, Rastadt et Lauterbourg. Je n'avais ni feuille de route, ni uniforme convenable, ni argent et cependant je traversai l'Allemagne sans le moindre désagrément. Partout j'étais soigné comme un enfant du pays. Chambre chauffée, bonne nourriture, bière, pipe, tout ce qui pouvait m'être agréable m'était offert en abondance et je jouissais, en outre, du

transport gratuit dans les chaises de poste de la régie du prince de Thurn et Taxis.

C'était le 18 février 1813 lorsque je me présentai chez mon frère Nicolas, quartier-maître du 2^e régiment suisse dont le dépôt était à Lauterbourg. Il me procura un uniforme avec lequel je pusse me présenter à Nancy, où j'arrivai le 1^{er} mars. J'y trouvai le bataillon de dépôt du 4^e régiment suisse, les recrues et environ 200 hommes qui avaient, comme moi, échappé au désastre. D'autres étaient restés dans les forteresses de la Prusse, de la Hollande ou à Mayence.

Nous ne suivrons pas plus en détail cette lugubre retraite. Les misères du brave capitaine Schaller reflètent toutes les autres, de ceux qui firent la route jusqu'au bout comme de ceux qui y succombèrent, trop nombreuses victimes d'une entreprise au-dessus des prévisions humaines.

Du demi-million de soldats ayant envahi la Russie, une soixantaine de mille revirent leurs foyers.

Nos compatriotes regagnèrent un à un d'abord Marienbourg ville assignée au 2^e corps d'armée, puis Custrin, où ils furent formés en quatre compagnies provisoires d'une centaine d'hommes chacune en moyenne. A part trois petits pelotons d'éclopés, laissés à Custrin, le reste fut acheminé sur les dépôts respectifs des 4 régiments pour se reconstituer avec les 3^{mes} bataillons, les troupes rappelées d'Espagne et les recrues.

En somme la liste des pertes de la campagne en officiers suisses, tant tués, blessés et malades que prisonniers ou disparus, ne put jamais être dressée exactement. Une cinquantaine en revint, tous plus ou moins atteints de blessures ou de maladie. « Les capitaines Suter, dit l'Histoire de Schaller (p. 177), Hartmann, du 3^e, Samuel Greber, Lutz, Clottu, Birchler, Finsler, Wuetrich, Burnand, Ganty, Vanier, Ruggia, Castelberg, Zellweger, en partie blessés, succombèrent entre Vilna et Kowno; Camarès resta dans cette dernière ville; Bezencenet mourut à Lepel; Druey, Grivat, Pingoud à Gumbinen; Probst et Tschientchy près de Marienwerder; Effinger, Bourgeois et Melley à Elbing; Sury et Mathey à Heiligenbiel; le commandant Peyer-Imhof et le lieutenant Thoos à Marienbourg; les autres suivirent la route de Gumbinen, Wehlau, Königsberg, Marienbourg, heureux de se retrouver sur terre amie, car les Prussiens se souvenaient de la bonne discipline des Suisses lorsqu'ils avaient traversé leur pays pour entrer en Russie. Les commandants Bleuler et Imthurn, les D^{rs} Heumann et Suter, adjudant-major, les officiers

Bégos, Huber, Brunner, Minar, Gross, Jeoffrey, Rösselet, Donatz, Gerber, Forrer, Jean Schaller, François Chollet, Landolt, Magatti, Hirzel, Nicolas Muller, Christen, Guerry, Byrde, Kunkler, Michaud, Manthe, Legler, Sitz, Favre, Hammer, Leuzinger, Lambert, Amiet, Nüscher, Georges Demierre, Bullet, Laurent Gerbex, Brasey, Mulhimann, Sprüngli, Barlement, A'Bundy, Louis Buman, Albiez, Spring, Monney, Lerber, Antoine Muller, Nicolas Buman, Alexis Rey, Kaa, etc., arrivèrent plus ou moins gelés, mutilés ou éclopés au dépôt qui leur était assigné.

» Ainsi se termina cet affreux désastre. Sur 400,000 soldats qui avaient passé le Niémen au mois de juin, 20,000 à peine devaient revoir leur patrie. Ceux que notre génération a connus étaient des hommes à tempérament de fer, rompus à la fatigue et ils ont presque tous atteint un âge très avancé. »

Telle fut en résumé la part de nos compatriotes à la campagne de Russie, part toujours considérée en Suisse, par les autorités comme par les populations, pour avoir été honorable et même glorieuse au point de vue de l'accomplissement des devoirs militaires.

Ceux qui désireraient à cet égard des preuves plus abondantes et plus détaillées que celles que nous avons pu donner, les trouveront aisément dans les archives ou collections fédérales, ainsi que dans plusieurs publications spéciales, notamment dans celles du Dr C. Wieland: « Die vier Schweizerregimenter in Diensten Napoléons I », et du Dr A. Maag: « Die Schicksale der Schweizer Regimenter in Napoléons I Feldzug nach Russland 1812 ». Ce second volume renferme en outre à son avant-dernière page une liste des sources principales, qui, bien qu'incomplète et avec des titres de livres trop approximatifs, peut cependant servir d'utile guide.

Campagne de 1813.

Mais l'empereur Napoléon ne se tenait point encore pour vaincu. A la tête d'une nouvelle armée, il se retrouvait, au printemps 1813, en pleine Allemagne pour ouvrir une nouvelle campagne contre les Russes, qui, à leur tour, avaient pris l'offensive en ralliant à eux l'armée prussienne.

A cette campagne mémorable, les régiments suisses ne figu-

rèrent pas, leurs pertes de la campagne de Russie n'ayant pu encore être suffisamment réparées. Nous n'en parlerons donc que très sommairement et seulement pour arriver, sans une trop forte solution de continuité, aux événements de 1814 et au rôle qu'y joua le pont de Bâle, si incriminé par les mémoires du général Marbot.

Cette guerre de 1813 s'ouvrit par la surprise de Lutzen le 2 mai, surprise pour les deux camps, et dont les avantages restèrent à Napoléon, toutefois sans les grands résultats qui lui auraient été nécessaires dans ces circonstances.

Le bataillon de Neuchâtel figura honorablement à cette journée, ainsi qu'à la bataille de Bautzen le 21 mai. Le défaut de cavalerie à Bautzen comme à Lutzen, et l'action de Ney à Bautzen plutôt sur le flanc des alliés que sur leurs revers, comme cela risqua d'avoir lieu d'après les instructions du chef d'état-major Jomini, rendirent ces deux victoires françaises presque insignifiantes quant aux résultats, sauf d'aboutir à l'armistice de Parschwitz et à la tentative de médiation armée de l'Autriche.

Les mémoires de Marbot ne consacrent d'ailleurs que quelques lignes à ces deux batailles. Il est vrai qu'il n'y était pas ; mais on a remarqué qu'il s'est occupé avec attention de maintes affaires, celle de Culm par exemple, où il n'était pas davantage.

En revanche il a cru trouver une aubaine à sa verve dans une nouvelle trahison qui complète la douzaine au moins de celles qu'il s'applique à pourfendre. C'est le général Jomini cette fois qui est en cause. On sait en effet que notre illustre compatriote payernois, doté dès 1810 d'un brevet de général russe forcément resté à l'état honorifique, poussé à bout, exaspéré par les odieuses et persistantes persécutions de Berthier, qui venait encore de lui infliger les arrêts de rigueur pour retard involontaire dans l'envoi de misérables états de situation de quinzaine et de le rayer du tableau d'avancement où Ney l'avait porté comme général de division pour ses bons services à Bautzen, profita de l'armistice pour aller prendre le poste effectif d'aide-de-camp de l'empereur Alexandre qu'il possédait platoniquement depuis trois ans. Rééditant les racontars fantaisistes de l'époque, Marbot, naturellement, accuse Jomini¹ d'avoir porté aux alliés les états de situation de Ney et le plan de campagne de Napoléon pour la reprise des hostilités, calomnies que leur seule stupidité, à défaut des

¹ Mémoires cités, III, chapitre 24.

démentis qui leur ont été publiquement opposés, aurait dû réduire à néant pour tout homme de bon sens et de bonne foi.

Un chef d'état-major qui a besoin de transporter avec lui ses états de situation pour être au clair sur ses forces disponibles, et qui n'a pas ces renseignements dans sa tête, au moins en chiffres sommaires, ou, à ce défaut, dans des notes plus ou moins chiffrées de son carnet de poche, serait un triste chef d'état-major, ce qui n'était certes pas le cas de Jomini.

Quant au plan de campagne, il faut ne rien connaître au système de Napoléon pour croire que quelques notes ou ordres de marche préliminaires lancés par lui et portés aux alliés, eussent suffi à dévoiler son plan réel. Il en avait toujours deux ou trois éventuellement en préparation suivant les circonstances, et ne dévoilait le bon qu'au dernier moment.

Au 14 août 1813, date où Jomini quitta son quartier français de Liegnitz pour se rendre à Prague, quartier-général des alliés, Napoléon n'avait point encore arrêté ses opérations définitives et décisives. Mais chaque militaire éclairé pouvait les prévoir : bien posté sur l'Elbe avec quatre doubles têtes de pont, il y guetterait, comme une arraignée dans sa toile, la proie qui s'offrirait le mieux à sa portée sur l'une des deux rives et fondrait sur elle en forces, tandis que ses lieutenants maintiendraient simplement le terrain sur l'autre rive, et, en attendant, il entretiendrait l'attention des alliés des deux côtés de l'Elbe. En deux mots c'était la manœuvre des lignes centrales, avec Dresde, Torgau, Wittemberg comme pivots éventuels, dans toute sa beauté.

Point n'était besoin d'être un Jomini pour s'en douter, ni, pour un Jomini, d'emporter des paperasses pour s'en convaincre. Il emportait mieux que cela, c'est-à-dire la parfaite possession du système et des méthodes de Napoléon ; nul mieux que lui n'était à même de distinguer, sur quelques dispositions partielles ou ordres préliminaires du grand stratège, ce qui deviendrait les bases de projets réels de ce qui ne serait que simples moyens de démonstration et de diversion ; ce qui fournirait la botte ou resterait la feinte. C'est cette intelligente pénétration même, cette haute clairvoyance connue qui était son crime aux yeux de Berthier, peut-être pour Napoléon ; mais là aussi était le mérite de Jomini et ce qui lui valut d'être appelé à un poste élevé auprès du grand souverain qui, pour la première fois en Europe, avait brisé le prestige des aigles napoléoniennes.

Au reste, pour ceux qui pencheraient encore à croire à l'idiotie

fable des états de situation et du plan de campagne portés aux alliés, rappelons ici les démentis qui lui ont été donnés, en nous bornant aux deux principaux.

C'est d'abord la correspondance ci-après échangée entre Jomini et M. Cassaing, ancien secrétaire du maréchal Ney, correspondance publiée à Paris en 1819 :

A M. Cassaing, secrétaire général du ministère de la guerre.

Mon cher Monsieur,

Vous aurez sans doute appris que différens écrivains, induits en erreur par les bruits de gazettes, se sont permis de dire que j'avais communiqué les plans de Napoléon aux Alliés. Vous savez mieux que personne combien cela est faux. Ces messieurs, avant de m'attribuer un fait aussi injurieux, auraient dû songer qu'à la veille d'être admis à l'état-major particulier de l'empereur Alexandre, je me serais bien gardé de débiter par une pareille preuve de déloyauté. C'eût été m'y prendre d'une étrange manière pour inspirer de la confiance au nouveau Souverain que j'allais servir.

Ceux qui se donneraient la peine de réfléchir à mon caractère bien connu et à mes intérêts, se convaincraient aisément que j'étais incapable d'une semblable communication, en supposant même que j'eusse réellement connu ces plans. Mais ce qu'il y a de plus positif encore que des protestations, c'est que je n'ai jamais eu connaissance qu'il en ait existé un. J'ai eu pendant dix ans toute la correspondance de l'Empereur avec le maréchal Ney, et je n'y ai jamais rien vu qui ressemblât à un plan de campagne. D'ailleurs chacun sait qu'on ne peut faire des projets pour une longue suite d'opérations, et qu'on doit se borner à la direction générale d'une première entreprise : or, au commencement de la seconde campagne de 1813, je n'ai pas même su un mot qui eût trait à la reprise des hostilités.

Le bulletin du prince royal de Suède qui a donné lieu à ces bruits renferme une erreur manifeste. Le Prince qui était à cent lieues de là, dit, sur la foi d'une gazette de Breslau, que j'ai donné des renseignements au maréchal Blucher relativement à une prétendue marche de Napoléon sur Berlin. Je n'ai jamais parlé ni écrit de ma vie au général Blucher ou à ses officiers ; j'ai à peine entrevu son état-major six mois après à Francfort. D'ailleurs, si j'avais annoncé comme on le prétend, que Napoléon voulût diriger ses efforts sur Berlin, j'aurais manqué de tout jugement militaire, et cette circonstance seule suffit pour prouver aux gens du métier que c'est un conte inventé pour donner de l'importance aux opérations de l'armée du Nord, qui couvrait cette capitale. Si jamais Napoléon manifesta l'intention d'un pareil mouvement au moment où l'orage allait fondre sur lui par la Bohême, je l'ignore ; et ce ne put être qu'une ruse de

sa part pour donner le change : il était trop habile pour rien faire contre les règles les plus simples de la stratégie, et je l'aurais bien servi en contribuant à propager un bruit aussi absurde.

Si je me suis laissé entraîner à une démarche violente, personne n'a le droit de l'aggraver par des calomnies ; et mieux que tout autre, vous savez si j'y fus provoqué par d'indignes traitemens.

Vous avez été investi à cette époque et durant bien des années de la confiance entière du maréchal duc d'Elchingen ; jamais il n'eut de secret pour vous, et je vous prie, au nom de la vérité, de dire ce qui en est dans une lettre que je me propose de joindre à des Mémoires sur cette campagne.

Je ne vous parle pas de ma reconnaissance, de crainte d'influencer votre témoignage ; je le désire nu comme la vérité.

Agréez, etc., etc.,

Général JOMINI.

Paris, le 10 juillet 1819.

Au même.

Mon cher Monsieur,

Vous m'avez dit hier que j'étais dans l'erreur, du moins quant à l'existence d'une espèce de plan de campagne. Vous assurez que, pour la première fois, le maréchal avait reçu sinon un plan complet, du moins un fragment qui expliquait le système général que l'Empereur voulait suivre.

L'ignorance où je suis resté jusqu'à ce jour de cette particularité vous prouverait que je n'ai pu communiquer ce que je ne savais pas, si déjà vous n'aviez eu bien d'autres moyens plus sûrs de vous en convaincre. D'après ce que vous m'avez dit, je réclame de nouveau un témoignage catégorique de ce qui s'est passé à ce sujet ; personne n'est plus à même de le savoir que vous, puisque la lettre du maréchal qui en rendait compte à l'Empereur a été votre ouvrage.

Agréez, etc., etc.,

Général JOMINI.

Paris, le 11 juillet 1819.

Réponse de M. Cassaing.

Monsieur le Général,

J'ai reçu les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire pour réclamer mon témoignage sur un fait, dont la position que j'occupais en 1813, à l'état-major de M. le maréchal Ney, a dû me donner une parfaite connaissance.

Quelques écrivains vous ont accusé, dites-vous, d'avoir communiqué aux Alliés le plan d'opérations arrêté par Napoléon pour la se-

conde campagne de 1813, et dont le maréchal vous aurait donné connaissance.

Je ne refuserai jamais, dans aucune circonstance, de rendre hommage à la vérité. Je déclare donc que M. le maréchal, qui avait reçu peu de jours avant la rupture de l'armistice le plan dont il est question, ne vous l'avait pas communiqué, et je puis même ajouter avec certitude, pour le lui avoir entendu dire plusieurs fois depuis, *que voulant y faire préalablement quelques observations, son intention était de vous le faire connaître plus tard, c'est-à-dire le jour qui suivit votre départ de l'armée française.* La correspondance du maréchal avec Napoléon, qui doit se trouver au dépôt de la guerre, contient d'ailleurs l'attestation la plus formelle de ces faits.

Il était de mon devoir, M. le Général, de faire connaître la vérité sur une circonstance dont j'ai été témoin, et vous ne me devez aucun remerciement de l'avoir rempli. Je partage d'ailleurs entièrement votre opinion sur l'intérêt que vous auriez eu à cacher ce plan, si vous l'aviez connu.

J'ai l'honneur d'être avec une parfaite considération,

Monsieur le Général,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

Signé: CASSAING.

Paris, le 15 juillet 1819.

Cette déclaration péremptoire du secrétaire du maréchal Ney est confirmée par le témoignage même de Napoléon à Ste-Hélène, tel qu'on le lit au tome I, pages 1 et 2, note *a*, des « Mémoires pour servir à l'histoire de France sous Napoléon », volume écrit par le général de Montholon, sous la dictée de l'empereur¹:

« *a.* Napoléon parlant de ce général (Jomini) sur un ouvrage publié en Allemagne au sujet de la campagne de Saxe, dit :

» C'est à tort que l'auteur de ce livre attribue au général Jomini d'avoir porté aux alliés le secret des opérations de la campagne, et la situation du corps de Ney. Cet officier ne con-

¹ Ce volume, le 1^{er} des *Mélanges*, renferme des *Notes* de Napoléon sur quelques ouvrages militaires publiés pendant son règne ou sa captivité. Il débute par un chapitre portant ce titre: « Sept notes sur l'ouvrage intitulé *Traité des grandes opérations militaires* par le général baron Jomini (*a*), 2^e édition, 3^e et dernière partie, contenant les campagnes de Bonaparte en Italie en 1796 et 1797 », et c'est après le nom de Jomini que se trouve la note *a* susmentionnée, qui est en sus des sept notes concernant les batailles de Montenotte, Lodi, Castiglione, Bassano, Arcole, Rivoli et la campagne d'Allemagne de 1797. Ajoutons que l'exposé de ces sept notes est précédé de cette appréciation du *Traité des grandes opérations*: « Cet ouvrage, dit Napoléon, est un des plus distingués qui aient paru sur ces matières. Ces notes pourront être utiles à l'auteur pour ses prochaines éditions et intéresseront les militaires. »

» naissait pas le plan de l'empereur. L'ordre du mouvement
 » général, qui était toujours envoyé à chacun des maréchaux, ne
 » lui avait pas été communiqué ; et l'eût-il connu, l'empereur ne
 » l'accuserait pas du crime qu'on lui impute. Il n'a pas trahi ses
 » drapeaux comme Pichegru, A..., M..., B... ; il avait à se plain-
 » dre d'une grande injustice ; il a été aveuglé par un sentiment
 » honorable. Il n'était pas Français ; l'amour de la patrie, ne l'a
 » pas retenu. »

Si Napoléon et le secrétaire intime de Ney sont d'accord pour justifier Jomini de l'accusation de trahison, on ne voit pas pourquoi M. le général de Marbot aurait le droit d'être plus sévère et de ne tenir aucun compte des démentis opposés à cette accusation.

En fait l'armistice de Parschwitz aurait pu aboutir à la paix au dernier moment ; en ce cas le transfert de Jomini du service de France à celui de Russie eût passé sans grand bruit. Mais si, fuyant les champs de bataille, il fût rentré paisiblement en Suisse, au lieu de rejoindre le tzar, n'aurait-il pas risqué de rencontrer dans nos vallées le sort des survivants honnis de la bataille de St-Jaques ?

C'est assez sur ce sujet¹. Revenons à la campagne de Saxe.

Renforcés de toute l'armée autrichienne, les alliés débouchent de la Bohême contre Dresde. Sous les murs mêmes de cette capitale, Napoléon leur inflige une sanglante défaite les 26 et 27 août. Les résultats en eussent été importants sans les revers simultanés de ses lieutenants Vandamme à Culm (30 août), Oudinot à Grossberon (23 août), Macdonald à Katzbach (26 et 27 août), Ney à Dennewitz (6 septembre), qui font passer les chants de triomphe du camp des Français à celui des alliés. Ceux-ci, ayant enfin réuni des forces très supérieures, gagnent la grande bataille de Leipzig les 16-19 octobre, rendue désastreuse pour les Français par deux accidents décisifs : la défection d'une partie des Allemands, notamment des Saxons de Reynier, qui avaient jusqu'alors bravement combattu sous les drapeaux de Napoléon, et la rupture prématurée du pont du Moulin sur le grand bras de

¹ Les lecteurs désireux d'en savoir davantage peuvent consulter nos deux publications « Le général Jomini, sa vie et ses écrits », 3^e édition, 1 vol. gr. in-8 et 1 atlas, Lausanne 1888, et le « Précis politique et militaire des campagnes de 1812 à 1814 ». Extraits des Souvenirs inédits du général Jomini, avec une notice biographique, des cartes, plans et légendes. 2 vol. in-8, Paris et Lausanne 1886. — Voir aussi le petit volume « Le général Jomini. Etude par Sainte-Beuve, de l'Académie française. » Paris, Michel Lévy, frères, éd. 1869.

l'Elster, qui laisse trois corps d'armée et une vingtaine de généraux aux mains des vainqueurs.

A grand'peine, et après avoir passé sur le corps des Bavares de Wrede à Hanau (30 et 31 octobre), les Français regagnent la ligne du Rhin et cherchent à s'y établir en défense autour de Mayence comme point central.

Mais sur les deux ailes cet immense front est menacé : à gauche par la révolution qui éclate en Hollande sous les auspices de l'armée de Bulow ; à droite par une combinaison analogue des Autrichiens et de conjurés suisses des anciennes oligarchies.

Ces menaces réelles forcent les Français à abandonner la ligne du Rhin, sauf quelques places fortes.

Cela nous amène aussi aux incidents du pont de Bâle et aux injustes accusations lancées à ce propos contre la Suisse par le général Marbot.

Le pont de Bâle et la neutralité de la Suisse.

Arrivés sur le Rhin, les heureux vainqueurs de Leipzig avaient à faire de nouveaux plans, et, comme il arrive souvent entre coalisés, ces plans ne furent pas faciles à fixer. Les uns, Russes et Autrichiens, penchaient à s'arrêter au Rhin et à traiter de la paix sérieusement. D'autres, Anglais et Prussiens, voulaient, tout en traitant pour la forme, aller de l'avant et conquérir la paix en France même. Par suite des lenteurs épineuses que Napoléon mit aux négociations, relativement à la Hollande et à l'Italie, l'idée de la continuation de la guerre l'emporta, ce qui produisit de nouvelles vues divergentes quant aux moyens d'exécution.

Un parti, celui des Prussiens appuyés par l'Angleterre, voulait marcher sur Paris dès Mayence et Coblenz, tandis que les Autrichiens tenaient à opérer par le Haut-Rhin et par la Suisse. Ainsi, disaient-ils, on tournerait les Vosges et leurs forteresses, et l'on arriverait plus aisément au cœur même de la France par le Jura.

L'argument était juste, mais incomplet. Trois autres raisons, spécialement autrichiennes, auraient dû y être ajoutées : On seconderait les opérations de Bellegarde dans la Haute-Italie et mettrait à mal le prince Eugène ; on aurait une quasi-revanche militaire des revers de 1799 et 1800 ; enfin on renverserait le

régime démocratique introduit en Suisse sous l'impulsion des armées françaises en 1798 et 1803.

Pour cette dernière affaire, le terrain favorable ne manquait pas sur les bords de l'Aar. Dès 1798, des comités de revendicateurs, à Berne surtout, s'étaient mis à l'œuvre, recrutant des corps-francs, recherchant l'appui tantôt de l'Autriche, tantôt de Bonaparte pour arriver à leurs fins. Un moment, les patriciens étaient remontés au pouvoir par le coup d'Etat du 28 octobre 1801, grâce à l'aide du général français Montchoisy, fourvoyé dans leurs menées. Leur règne avait été de courte durée. En 1802 ils avaient récidivé par la guerre dite des Bâtons et réussi à chasser de Berne à Lausanne le gouvernement helvétique, mais pour n'aboutir qu'à l'Acte de Médiation de 1803 qui détruisit leurs beaux rêves. Dès lors, ils avaient placé leurs espérances dans les coalitions fomentées par l'Angleterre contre la France, et en 1813 l'heure des réalisations semblait enfin avoir sonné.

Leurs vœux, bien connus du prince Metternich, arrivaient à point. Le célèbre ministre de l'empereur François était d'autant plus disposé à y satisfaire qu'il avait eu soin de se tenir en relations suivies avec tous les comités réactionnaires au moyen de trois ambassadeurs¹ et de plusieurs officiers suisses au service autrichien. Pour l'heure, le comité régnant était celui dit de Vienne, plus connu encore sous le nom de « comité de Waldshut » parce que c'est dans cette petite localité badoise de la rive droite du Rhin qu'il avait installé son centre d'action et d'où il devait lancer ses appels à l'insurrection qui rééditerait plus efficacement les tentatives de 1801 et 1802².

Le programme du comité de Waldshut était simple et franc : La France révolutionnaire avait, en 1798 et 1803, renversé l'excellent et antique gouvernement des seigneurs de Berne ; la coalition vengeresse allait à son tour le rétablir dans ses droits sou-

¹ MM. de Schraut, ambassadeur en titre, à Berne ; de Lebzeltern, envoyé extraordinaire, à Zurich ; de Senft-Pilsach, envoyé spécial, siégeant partout où il y avait une intrigue à ourdir ou à diriger.

² Le comité de Waldshut était composé comme suit : Le comte Jean de Salis-Soglio, des Grisons, chambellan de l'empereur d'Autriche et agent confidentiel de l'Angleterre, président ; le colonel Gatschet et de Werdt de Toffen, officiers au service d'Autriche ; le capitaine de dragons Steiger de Riggisberg ; Charles de Haller (de la branche catholique) ; A.-F. de Mutach ; E.-E. de Kirchberger ; le commissaire Wyss, tous Bernois. Les Zuricois y étaient représentés par le chevalier Escher, accompagné de Hess, qui devint plus tard bourguemestre. Le secrétaire du président du comité était le jeune patricien bernois de Tillier, homme de talent devenu l'historien bien connu, mais d'une discrétion fort embarrassée sur les faits et gestes du comité de Waldshut.

verains. Sinon, guerre aux rebelles ! et cette fois avec l'appui des bayonnettes alliées ! *Par pari refertur !*

En résumé, il existait alors en Suisse, aussi bien qu'en France et que dans maints autres pays soumis aux contrecoups des diverses crises qui avaient agité la République et l'Empire français, deux partis principaux, en lutte ardente quoique tempérée par quelques tampons intermédiaires : un parti dit de la révolution et un dit de la réaction, tous deux liés, par leurs origines et par des intérêts vitaux, aux deux grands partis militaires européens qui se disputaient l'échiquier continental depuis vingt ans et qui allaient se disputer le sol même de l'ancienne France.

Dans l'état des choses marqué par les triomphes alliés de 1813, il n'était pas difficile à l'Autriche de soutenir ses partisans helvétiques à son gré autant qu'au leur, et il n'était pas moins naturel qu'elle usât pour cela de tous les puissants moyens politiques et militaires qui étaient à sa disposition. C'est à quoi elle appliqua un merveilleux savoir-faire, tant auprès des gouvernements de la Suisse qu'auprès des souverains alliés.

Aux Suisses, l'art consista essentiellement à tenir un double langage assaisonné à leurs propres désirs.

Quant aux alliés, leur faire admettre le plan d'opérations par la Suisse n'était pas chose si aisée, au moins par les procédés ordinaires comportant avant tout la loyauté et la vérité.

Les Prussiens persistaient à ne voir qu'un objectif : Paris. Ils prétendaient y marcher tout droit, tout seuls s'il le fallait, butinant en route tout en vengeant leur échec de 1792; ils ne feraient donc pas l'inutile détour par le Jura, mais l'abandonneraient aux Autrichiens, si c'était leur goût, lesquels seraient les premiers à en pâtir puisqu'ils n'arriveraient que les derniers dans la grande capitale !

Les Russes, soit par l'attrait de traverser en vainqueurs les terrains de la bataille de Zurich, soit par le désir de veiller de près aux opérations de leurs alliés dans ces parages, se montraient moins hostiles aux projets autrichiens, tels qu'on les leur exposait. Mais si l'empereur Alexandre avait gracieusement cédé le commandement suprême à l'Autriche en la personne du prince Schwarzenberg, il n'entendait pas abdiquer sa part de direction des affaires générales, ni se laisser mettre à la remorque des restaurateurs du passé. Elevé dans des idées libérales, connaissant parfaitement l'état réel de la Suisse par les ressortissants

et ressortissantes de notre pays ayant été appelés à diriger l'éducation de plusieurs membres de la famille impériale, notamment par son propre précepteur F.-C. de La Harpe, il ne voulait pas avoir fait la grande guerre de la « délivrance des peuples », comme on appelait la campagne de 1813, pour rétablir les pouvoirs surannés de la ville de Berne sur ses anciens sujets. Déjà au lendemain de la bataille de Leipzig, le tzar l'avait formellement promis à son aide-de-camp Jomini, et, à Francfort, il avait chargé le général payernois de débattre avec le prince de Metternich les moyens de satisfaire aux projets militaires autrichiens sans passer par la Suisse. Dans les conférences qui eurent lieu, à cette occasion, au quartier-général des souverains, soit entr'eux soit avec les divers délégués suisses, il fut toujours affirmé que le territoire helvétique serait respecté. Cependant sous main Metternich faisait ou laissait agir en sens inverse et Schwarzenberg dirigeait ses troupes non seulement vers Bâle, ce que les opérations générales et l'occupation de Huningue par les Français pouvaient justifier, mais aussi dans la direction de Waldshut et de Schaffhouse. Ils comptaient que le comité de Waldshut donnerait le signal de la contre-révolution, puis de l'appel des alliés en Suisse par la Suisse elle-même, et que cela calmerait les scrupules du tzar, surtout quand il se trouverait en présence des faits accomplis et qu'on démontrerait ensuite, comme on le fit plus tard, que la neutralité suisse ne l'était que de nom, qu'elle n'avait été qu'une ruse de tactique napoléonienne, que la Suisse avait toléré le passage de troupes françaises à Bâle et Schaffhouse en 1809, l'annexion à la France de ses anciens alliés de Genève, de Neuchâtel, du Valais, laissé occuper le Tessin par une brigade italienne du prince Eugène et autorisé au dernier printemps le passage à Bâle de la division française Boudet; qu'elle avait toujours quatre régiments dans l'armée de Napoléon, auxquels elle avait naguère encore envoyé des recrues, etc., etc.

Ainsi fut fait; sauf que le coup d'état qui devait précéder l'entrée des alliés sur terre suisse, resté quelques jours en l'air, ne fut consommé que le surlendemain de cette entrée; celle-ci pouvait d'ailleurs être considérée comme étant en pleine voie d'exécution dès que la grande armée de Schwarzenberg se trouvait massée entre Bâle et Schaffhouse, ce qui eut lieu dès le 16 décembre, sans que les Français aient pu se mettre en mesure d'y parer de leur côté.

Cela dit, il n'y a plus besoin de longues explications pour faire comprendre que ce n'est pas la nation suisse, ni même la Suisse officielle représentée par son gouvernement régulier de l'Acte de Médiation, qui doit être rendue responsable, comme le dit le général Marbot, de l'invasion de son territoire. Dans ces tristes circonstances la Suisse subit simplement la loi du plus fort, secondée, il est vrai, par le jeu cruel des luttes intestines, comme la subit également l'empire français, et il n'est pas plus juste d'accuser *la Suisse* de cette invasion, pour la part qu'y prirent les partisans de l'ancien régime appuyés des bayonnettes alliées, qu'il le serait de dire que c'est *la France* qui appela les alliés et renversa Napoléon en 1814 parce que quelques notables français, Talleyrand, Fouché et leurs acolytes du moment, jouèrent un rôle important dans ce renversement. Ce qui reste vrai, c'est que la Suisse et la France, depuis 15 ans solidaires, le furent aussi en 1813-14 ; qu'à cette période de leur histoire, elles furent en même temps, par les mêmes causes, par les mêmes moyens, par les mêmes adversaires, envahies et révolutionnées, et qu'alors que les Français, même en gardant nos troupes capitulées, étaient forcés de renoncer à défendre immédiatement la ligne du Rhin, ce n'est pas la Suisse seule et déchirée qui pouvait la maintenir contre une force d'environ 160 mille hommes. Si, trente ans après, de hauts dignitaires français ont cru devoir exprimer une opinion contraire, on ne peut que regretter qu'ils n'y aient pas pensé plus tôt, c'est à-dire en novembre 1813, et qu'ils ne se soient pas efforcés alors de plaider en faveur d'un concours actif de cette défense par des troupes françaises, au lieu de les garder toutes dans l'intérieur. Si quelques milliers d'hommes du corps de Victor ou des places de Huningue, Brisach ou Strasbourg avaient pu être massés sur la rive droite du Haut-Rhin entre Müllheim et Lörrach, nul doute qu'ils n'eussent efficacement contribué à faire respecter la neutralité du sol suisse et excité le gouvernement helvétique à la même tâche, en lui faisant constater que la France la prenait réellement à cœur.

On objectera que la France n'était plus en état de guerroyer au-delà de sa frontière, ni surtout de la dégarnir pour aller couvrir la Suisse. D'accord ! mais il ne faut pas reprocher à la Suisse, habituée au régime de l'Acte de Médiation qui s'effondrait si subitement, de n'avoir pu courir, dans l'intérêt de la France, à une entreprise que celle-ci n'osait pas essayer elle-même. Puis

était-il bien sûr que Napoléon, et avec lui tous les Français sans doute, ne préférassent pas voir l'invasion alliée se détourner d'abord par la Suisse plutôt que de ravager le sol de leur patrie ?....

En outre l'accusation lancée à ce propos contre la Suisse par les mémoires Marbot, de réclamer ou répudier sa neutralité, suivant les circonstances, est fautive de tous points, fautive jusqu'à n'être qu'une simple et odieuse calomnie. En 1813, comme à d'autres dates peut-être, nous reconnaissons que les autorités supérieures suisses, plus habituées, par leur lourde besogne journalière, à s'absorber dans de nombreux et parfois minutieux détails administratifs qu'à suivre attentivement les affaires générales, tant extérieures qu'intérieures, pouvant intéresser l'ensemble du pays, ont pu, surprises par les événements, trompées par des assurances mensongères, prendre des mesures incomplètes ou insuffisantes, irréfléchies ou mal étudiées, tardives ou précipitées ; mais ces mesures étaient dictées, en 1813, par des vues loyales, honnêtes, irréprochables quant à la ferme intention de garder envers et contre tous la neutralité établie par l'Acte de Médiation et admise par toutes les puissances.

On en jugera par un bref exposé des faits survenus autour du pont de Bâle.

Dès les nouvelles de la bataille de Leipzig, le gouvernement helvétique, alors à Zurich comme Vorort, sous le landamman de Reinhardt, y réunit la Diète en session extraordinaire le 15 novembre. Ce corps émit, le 18, une *déclaration* de neutralité, qui fut proclamée solennellement le 20 novembre. Elle fut aussitôt envoyée à Napoléon à Paris et au quartier-général des alliés, par deux délégations, qui reçurent l'une et l'autre les assurances les plus tranquillissantes.

Simultanément la Diète avait ordonné des mesures militaires, qui ne furent malheureusement que des demi-mesures, bonnes peut-être comme démonstration, mais insuffisantes pour en venir aux mains et par là plus nuisibles qu'utiles. Plus que d'autres, les gouvernements de régime démocratique et de soldats-citoyens devraient résister à la tentation de « jouer aux soldats », c'est-à-dire qu'ils devraient s'abstenir de toute mobilisation de guerre s'ils n'en ont pas prévu toutes les conséquences possibles et ne sont pas bien résolus et prêts à aller jusqu'au bout dans ce jeu toujours dangereux.

La mise sur pied du 1^{er} contingent de 15,200 hommes fut dé-

cidée et les cantons avisés de préparer le second contingent, de même force, pour fournir sans tarder 10 mille hommes. Si cette levée devenait nécessaire, la Diète serait de nouveau convoquée, et les cantons devraient se mettre en mesure de mobiliser le 3^e contingent, aussi de même effectif. Mais le premier seul était organisé pour faire campagne, et il lui manquait deux mille hommes envoyés reprendre le Tessin que Napoléon venait de faire évacuer, et border la frontière du Tyrol, dans les Grisons.

Les deux autres contingents n'existaient guère que sur le papier; cependant avec quelques efforts on en eût tiré successivement une vingtaine de mille hommes dans l'espace de trois à quatre semaines pour renforcer le 1^{er} contingent. Ainsi vers la mi-décembre, une trentaine de mille hommes eussent pu être échelonnés à la garde du Rhin, de Bâle à Schaffhouse, et comme les alliés n'étaient point obligés ni d'accord de passer par la Suisse, cette force les eût probablement décidés à franchir le fleuve en aval de Bâle.

Néanmoins, la mise sur pied ordonnée par la Diète eût pu atteindre ce but, s'il y avait été suivi énergiquement et pleinement. Elle comprenait trois divisions qui ne seraient d'abord qu'à l'effectif de 4 à 5 mille hommes chacune.

La 1^{re}, sous les ordres du colonel fédéral Ziegler, devait occuper la vallée du Rhin, les Grisons, le Tessin, pure démonstration de neutralité qui ne faisait face à aucun danger réel.

La 2^{me}, sous le colonel de Herrenschwand, de Morat, ancien major des gardes wallonnes au service de Hollande, devait occuper Bâle; le Vorort l'y avait déjà envoyé le 5 novembre avec deux bataillons et deux compagnies de carabiniers. Ces troupes, portées successivement à 8 bataillons¹, 4 compagnies de carabiniers, 4 d'artillerie et 40 dragons, furent formées en deux brigades, une sous le colonel May, placée d'abord à Stein, puis ramenée à Rheinfelden, une sous le colonel Füssly, à Bâle même, avec le quartier-général du divisionnaire.

La 3^{me} division, sous un colonel fédéral à désigner ultérieurement, vu sa dislocation du début, devait, avec la brigade Schmiel, surveiller la frontière française, et avec la brigade Schalch occuper Schaffhouse et la frontière du Rhin du lac de Constance à l'Aar. Le tout ne monterait qu'à une douzaine de mille hommes pour la frontière menacée du Rhin.

¹ Un bataillon de chacun des cantons de Berne, Zurich, Glaris, Soleure, Fribourg, Bâle, Thurgovie et Vaud (bataillon Carrard-Duveluz).

Le commandement en chef fut remis par l'unanimité de la Diète au général aimé et respecté Rod^e de Watteville, qui l'avait déjà exercé dans les circonstances faciles de 1805 et 1809, s'étant auparavant distingué lors des troubles de Zurich en 1804, ainsi qu'au combat de Neueneck en 1798. Membre éminent du gouvernement bernois, ancien landamman de la Suisse, sincère et honnête patriote, plus homme d'Etat que militaire professionnel, ce général, partageant les illusions du landamman Reinhard, se confiait dans la séduisante pensée que les alliés visaient le territoire suisse plutôt comme feinte que comme objectif, et il agit en conséquence. Laissant à Bâle le colonel fédéral Herrenschwand, qui paraît avoir partagé ses vues¹, plaçant une brigade de la 3^e division le long du Rhin, de Schaffhouse à Laufenbourg, et gardant l'autre brigade de cette division en réserve, il établit son quartier-général à Aarau pour être plus près des centres politiques de Berne et de Zurich, tandis que s'il avait eu conscience des périls qui menaçaient Bâle, c'est dans cette place même, brave comme il l'était, qu'il se serait certainement installé à la tête du gros de ses forces, en ne laissant sur sa droite le long du Rhin que quelques petits détachements.

Ses douze mille hommes ne pouvaient assurément pas lui faire espérer une autre victoire de Leipzig ni même lui permettre de « préserver Bâle des ravages de la guerre » comme quelques-uns le demandaient avec une prétention incroyable ; mais ils auraient fourni, bien employés, une défense honorable, même efficace du Rhin. Il fallait, il est vrai, commencer par le commencement, c'est-à-dire par se mettre en mesure de pouvoir en quelques instants couper tous les ponts, y compris le monumental pont de Bâle, en ne laissant au-delà, pour marquer la frontière neutre, que de faibles avant-postes sur des points retranchés. Les instructions générales de la Diète et du Vorort l'eussent permis, croyons-nous.

¹ Mémoire de l'ancien colonel fédéral Herrenschwand sur sa conduite comme commandant la seconde division des troupes fédérales en 1813. Berne 1814 (en allemand).

En 1832, dans une réclamation au journal l'*Helvétie* le colonel Herrenschwand disait entr'autres : « Fallait-il, pour satisfaire sa petite vanité, combattre avec 12500 hommes, éparpillés sur divers points de nos frontières, 140000 hommes ? Fallait-il exposer la Suisse, par une véritable *crânerie*, à être traitée en pays ennemi ? Voilà toute la question ». A cela le rédacteur, qui était alors M. Gaullieur, répliqua : « Ce raisonnement est fort sensé. Il est certain que le mérite de savoir compter ses ennemis est pour beaucoup dans la science militaire moderne. Autrefois il n'en était pas tout à fait ainsi. »

Malheureusement les instructions militaires, celles notamment du 20 novembre 1813, données à Watteville et à Herrenschwand, parfaites dans l'ensemble ainsi qu'en un grand nombre de points de détail, renfermaient quelques articles qui pouvaient provoquer des doutes et qui étaient, en tout cas, peu propres à stimuler l'ardeur militaire de chefs chargés d'une tâche aussi complexe et d'une responsabilité aussi lourde. Au lieu d'un mandat nettement défini, on y disait entr'autres que Bâle « ne peut être défendue contre une attaque sérieuse et ne peut pas, en conséquence, être livrée à un bombardement ». Autant valait dire que Bâle, qui était cependant une place fortifiée, avec garnison permanente, ne devait pas ouvrir les feux. Puis encore : « M. le colonel (Herrenschwand) fera choisir d'avance les positions dans lesquelles la garnison de Bâle et les troupes placées en première ligne devraient se retirer et prendre position, dans le cas où, malgré les mesures prises, le passage du Rhin se ferait par un corps d'armée considérable. Il recevra à ce sujet des instructions détaillées du quartier d'état-major. Quant à l'époque et aux circonstances, dans lesquelles une pareille retraite devrait avoir lieu, il en sera donné avis à M. le colonel aussitôt que les instructions générales auront été discutées et décidées par la Diète ». On avait aussi recommandé à Herrenschwand, s'il était obligé de tirer sur les Autrichiens, de le faire sans endommager le pont du Rhin¹.

Ces restrictions à la défense du Rhin ne furent modifiées ni par la Diète, qui, pleine de confiance, termina sa session déjà le 26 novembre, ni par le landamman Reinhard, ni par le quartier-maître général Finsler, car jusqu'au dernier moment le gouvernement helvétique paraît avoir moins compté sur ses troupes pour le respect de la neutralité que sur les protestations amicales des alliés, notamment de l'empereur Alexandre, qui venait encore de déléguer son fidèle conseiller d'Etat Capo d'Istria auprès des Suisses pour leur porter l'assurance de sa bienveillante protection.

Aussi, grande fut la consternation au sein du gouvernement de Zurich et de l'état-major d'Aarau, quand on y apprit que le colonel Herrenschwand avait été invité, le 17 décembre, à conférer, le 19 décembre, à Lörrach, avec le quartier-maître général autrichien de Languenau, au sujet de l'entrée des alliés à

¹ Mémoire cité.

Bâle, qui aurait lieu le lendemain. La conférence, autorisée par le commandant en chef sur ces bases, fut laborieuse et vive parfois, mais aboutit, après dûe protestation de Herrenschwand et Watteville, à un ordre de ce dernier, en date du 20 décembre, faisant replier les troupes fédérales derrière l'Aar et la Reuss ; sur quoi il transféra son quartier-général à Lenzbourg ¹.

Dans la nuit du 20 au 21, après arrangements du service d'ordre entre le colonel fédéral Herrenschwand et le feld-maréchal autrichien Bubna en ce qui concernait la retraite de la garnison de Bâle, de ses détachements, de ses parcs, de ses malades, etc., les alliés commencèrent leur passage par Bâle, tandis que d'autres corps entrèrent en Suisse par Rheinfelden, Laufenbourg et Schaffhouse.

Le 23-24 décembre, le coup d'état monté par le comité de Waldshut et par le comte Senft-Pilsach, qui lança successivement à cet effet quatre notes impératives au gouvernement bernois, s'effectua en déclarant, pour première mesure, l'Acte de Médiation aboli.

Tout cela s'était décidé et perpétré à l'insu de l'empereur Alexandre, pendant qu'il s'était rendu à Carlsruhe en visite de famille. Quand on le mit au courant des choses, il en fut vivement peiné et s'en expliqua très crûment à tous ses alentours, ainsi qu'au prince de Metternich. Celui-ci s'empressa de désavouer son agent Senft-Pilsach, qui fut même rappelé, et de colorer le passage du Rhin, en prétendant qu'il avait eu lieu aux acclamations de toutes les troupes suisses, qui s'étaient jointes aux troupes alliées. Or cette dernière assertion, que le célèbre ministre réitère dans ses mémoires, n'avait aucun fondement.

¹ La proclamation que le général de Watteville adressa aux troupes à cette occasion, contient entr'autres les passages ci-après qui montrent le sentiment qui avait présidé à cette mise sur pied: « J'ai été informé d'une manière *inattendue*, mais certaine du prochain et *inévitabile* passage d'une grande et puissante armée sur une partie du territoire suisse. Tous les efforts des autorités suprêmes de la Confédération pour le conjurer sont demeurés infructueux et n'ont pu prévaloir contre les plans de guerre des grandes puissances alliées ; les efforts de notre petite armée en présence des forces écrasantes qui se rassemblent sur notre frontière seraient également infructueux. Je me vois dès lors contraint de m'incliner sous la pression des circonstances. Soldats ! vous n'avez pas été appelés à prendre les armes pour attirer sur notre territoire les malheurs de la guerre, pour forcer par une résistance *insensée et inutile* les puissances belligérantes à traiter les Suisses en ennemis. *Non ; vous étiez là pour maintenir la neutralité de la Suisse autant que possible et dans la mesure de nos forces.* Le Tout-Puissant en a décidé autrement. Ce but ne peut être atteint. Votre sang ne doit pas couler en vain, je ne vous sacrifierai pas sans utilité pour la patrie », etc.

« La petite armée fédérale, dit Monnard ¹ était animée d'un esprit patriotique, résolue à soutenir sans sourciller le combat contre des masses si formidables.... Plusieurs bataillons furent licenciés aussitôt, les autres successivement. Il y en eut qui, navrés de l'affront que subissait la patrie, brisèrent avec colère les fusils dont ils s'étaient inutilement armés pour la défendre. Les Vaudois surtout, au sang plus chaud, sentaient l'aiguillon de cette honte et craignaient pour la jeune indépendance de leur canton. Ils partageaient tous le sentiment exprimé par un de leurs braves, le colonel Guigner de Prangins, chargé de la défense d'Eglisau, et qui répondit à la lettre d'un aide-de-camp du général en chef : « Je n'ai reçu aucun ordre de S. E. M. le général de Watteville contraire à celui qui m'a été donné en général de défendre la neutralité de la Suisse. Jusqu'à ce que je l'aie reçu, je ne puis que remplir mon devoir en soldat et sauver mon honneur personnel, après que celui de ma patrie a été anéanti ».

Le capitaine Jordan de Granges, dit Gaullieur ², avait fait toutes ses dispositions pour se faire tuer avec sa petite troupe. Il brisa son épée en recevant l'ordre qui enjoignait aux Suisses de quitter les bords du Rhin et de rentrer dans leurs foyers. Les soldats crièrent à la trahison. Les contingents, dit Rovéréa dans ses mémoires, se montrèrent plus résignés. Rentrés dans leurs foyers ils se dispersèrent avec calme, sauf le contingent vaudois qui déjà en route, mais surtout dans son pays, se permit d'imputer par de véhémentes clameurs à la soi-disante corruption du général en chef, l'abandon précipité des frontières et la retraite honteuse, *selon eux*, qui les ramenait à leurs pénates,...

« Certes, ajoute très justement M. Gaullieur, des chefs comme MM. de Watteville et Herrenschwand, pleins de courage et d'honneur, étaient au-dessus de l'accusation de trahison. Mais il est certain qu'il y avait eu trahison dans le fait des patriciens du comité de Waldshut et qu'une autre partie du patriciat bernois par son attitude mérita l'accusation de complicité morale et tout au moins tacite dans cette trahison. Cette solidarité est

¹ Histoire de la Confédération suisse par Jean de Müller. Continuation par C. Monnard et L. Vulliemin. Tome 18^e, par Charles Monnard. Livre XVI, sect. II, chap II.

² Histoire du canton de Vaud par A. Verdeil, continuée par E.-H. Gaullieur, tome IV, p. 225.

dans l'essence des oligarchies ou gouvernements de familles privilégiées.¹ »

Quant au tzar, esprit noble et généreux autant qu'aimable, il se fit un devoir non-seulement de s'excuser, pour sa part, auprès de tous les Suisses qu'il eut l'occasion de voir, sur ce qui venait de se passer², mais de veiller d'autant mieux à ce que plus rien

¹ De son côté Monnard, tout en justifiant pleinement le général de Watteville et ses lieutenants du reproche fort injuste de trahison, blâme l'absence de résistance. « C'était le moment, dit-il, de faire voir aux descendants des chevaliers que la Suisse a des Thermopyles ». On ne peut qu'applaudir à ces nobles paroles, qu'il faut garder en utiles leçons aux générations présentes et futures. En revanche nous ne pouvons nous ranger à l'avis de l'éloquent historien, quand il dit que le premier blâme de n'avoir pas tenté une résistance retombe sur ceux qui refusèrent à Watteville l'appui des forces fédérales. Sans doute il eût été plus sage de procéder alors, comme le général Dufour l'ordonna, 43 ans plus tard, et de couvrir le canton de Bâle par un vaste camp retranché analogue à celui si merveilleusement improvisé, dans l'hiver de 1856 à 1857, par le colonel L.-H. Delarageaz; mais un chef quelconque doit toujours se mettre en mesure de faire son devoir militaire avec les troupes qu'il a sous la main et ne doit compter sur aucun renfort qui n'est pas régulièrement annoncé et en marche.

Avec 12 mille hommes il n'était pas impossible à Watteville de remplir sa tâche, nous le répétons, moyennant qu'elle consistât dans l'essentiel, la défense de la rive gauche du Rhin. Toute la question est de savoir s'il était compétent pour l'entendre ainsi. Dans les récriminations qui ont, comme d'habitude, suivi ces malheureux événements, les militaires en charge ont dit *non*, leurs chefs politiques *oui*. Où est l'exacte vérité?.... Question embarrassante! réponse difficile à donner en tout cas, vu les nombreux malentendus et croisements d'instructions et de rapports qui se produisirent pendant les jours les plus critiques.

² Les mémoires manuscrits du landamman Monod, que M. B. van Muyden a eu l'avantage d'utiliser pour sa consciencieuse et savante étude « La Suisse sous le pacte de 1815 » parue récemment à Lausanne et à Paris, relatent en ces termes instructifs l'accueil que le tzar fit au délégué vaudois le 22 décembre 1813, à Fribourg en Brisgau: « Avant de parler des mesures à prendre pour l'intérêt de votre pays, lui dit l'empereur Alexandre, je veux vous dire ce qui s'est passé à ce sujet, car je tiens par dessus tout à la réputation d'honnête homme, et la conduite que nous venons de tenir envers la Suisse pourrait jeter du louche sur la mienne.

» Armé d'abord pour ma propre défense, je le suis maintenant pour délivrer l'Europe du fléau qui la ravage depuis tant d'années; c'est dans ce but d'utilité commune que j'ai cherché à réunir les diverses Puissances; j'y suis parvenu. Je pensais que la Suisse, essentiellement amie de l'indépendance et de la liberté, devait se joindre à nous pour le soutien d'une si belle cause; je vous l'ai proposé; vos députés nous ont fait connaître à Francfort les raisons qui vous en empêchaient, je leur dois le témoignage qu'ils les ont développées avec force et qu'ils ont rempli leur mission avec loyauté. Quoique votre coopération nous eût convenu à raison surtout de votre position, à Dieu ne plaise que, pour nos intérêts, je veuille blesser les droits d'aucun peuple; je m'en déclare au contraire le protecteur. Nous avons donc conclu, mes alliés et moi, de vous laisser tranquilles et à vous-mêmes, comptant sur votre loyauté et sur l'exacte observation de la neutralité.

» C'est à la suite de cette conversation que la lettre de ma sœur, dont vous avez eu connaissance, fut écrite, et que je partis pour voir mes pa-

d'analogue ne se produisit et à ce que les autres projets ténébreux encore en cours, notamment celui de rendre à la ville de Berne ses anciens sujets d'Argovie et de Vaud, restassent à l'état de simples rêveries. Il y réussit, avec l'aide active de ce même Capo d'Istria, qui avait dû, pour éviter une esclandre, se joindre d'urgence à la note de son collègue autrichien Lebzeltern, préliminaires de celles de Senft-Pilsach. Grâce à la haute et vigilante protection du gouvernement russe, les cantons de Vaud et d'Argovie, au lieu de disparaître, s'affermirent et devinrent plus prospères que jamais. On peut dire que par leur moyen se manifesta une fois de plus la vérité des paroles de l'Ecriture: « Le méchant fait une œuvre qui le trompe. »

Par l'exposé ci-dessus, on voit, en résumé, que le passage des alliés par le pont de Bâle fut le fait d'une double et triple surprise: surprise pour le gouvernement helvétique, endormi par des assurances trompeuses; surprise pour sa petite armée, chargée de marquer la frontière où commençait la neutralité, non d'engager une grande bataille; surprise enfin pour le souverain d'une des armées alliées.

Est-il équitable, après cela, de faire à la Suisse un si gros grief de cette surprise? De tels accidents ne peuvent-ils pas arriver à chacun, même aux meilleurs gouvernements et aux meilleures armées? L'histoire militaire de tous les temps et de tous les pays n'en compte-t-elle pas des centaines? Dans le cas particulier, ce sont les Suisses surtout qui auraient le droit de se plaindre, car ce furent eux qui souffrirent le plus du passage des armées alliées, tandis qu'il ne changea pas grand'chose aux opérations menées contre la France. Il était plutôt avantageux aux plans ordinaires de Napoléon, en ce que le détour par la

› rents à Carlsruhe, pendant que l'on faisait les dispositions nécessaires pour entrer en France.

› Quelle n'a pas été ma surprise, ces jours passés, lorsque j'ai reçu l'avis du prince de Schwarzenberg que, pendant son séjour sur votre frontière, trois ou quatre Bernois étaient venus l'inviter à entrer dans votre pays et à le délivrer du joug qui pesait sur votre nation, qui nous appelait et nous recevrait à bras ouverts! Le prince ajoutait que « cette circonstance ayant complètement changé le point de vue d'après lequel il avait été convenu de respecter la neutralité de la Suisse, il s'était déterminé à y entrer sans délai ». Je suis accouru; le mal était fait. Je n'ai pas caché l'indignation que je ressentais de ce que l'on avait pris pour prétexte d'une violation aussi manifeste de tout principe de loyauté la demande de quelques intrigants: Il n'était plus temps de revenir en arrière.

› Que faire maintenant? Comme je ne puis empêcher que ce qui a ~~été~~ n'existe, il ne s'agit plus que de voir comment on pourra arrêter le mal et en prévenir de plus grand. »

Suisse lui faisait gagner du temps et retardait d'autant la concentration des forces alliées, qu'il allait prévenir par sa manœuvre favorite des lignes intérieures. C'est donc bien singulier que ce grief vienne d'un général français, et cela quand les alliés baissaient précisément leur violation du sol suisse sur le motif que notre neutralité n'était qu'une forme déguisée d'alliance avec la France.

La coïncidence de ces deux dénonciations en montre la pleine inanité. Contre les uns et contre les autres la Suisse a voulu être strictement neutre ; elle n'a pas réussi, un peu par sa faute, il est vrai, à s'acquitter de cette tâche difficile, et elle en a pâti la première ; mais ses intentions étaient droites, ses mesures sincères, ses procédés loyaux en tant que gouvernement. Lui jeter la pierre, comme le fait M. le général Marbot, à cause d'un échec qui au fond n'a été senti que par elle seule, est peu généreux ; l'accuser de faire bon marché, selon les circonstances, de sa neutralité, et cela à l'occasion des événements de 1813, n'est qu'une malveillante invention, sans l'ombre d'un fait pouvant la motiver, à moins que l'auteur ne veuille aussi nous imputer à crime de l'avoir laissé, en 1805, trajecter tranquillement par la Suisse quand il se rendait, en service de guerre, d'Italie à Bâle par le Splügen, comme aide-de-camp du maréchal Augereau.

Nous arrêtons là cette réponse aux Mémoires de M. le général Marbot. Les Suisses n'y étant plus en cause dès 1814, et n'ayant entendu nous occuper que de ce qui a trait à eux, la tâche que nous avions entreprise sur les vœux de plusieurs de nos camarades, est terminée.

Conclusion.

Si nous voulions sortir de notre champ forcément restreint, examiner ce que peuvent valoir, par exemple, les imputations de lâcheté adressées aux Hollandais, aux Portugais et à d'autres troupes étrangères ; celles d'incapacité lancées contre un grand nombre d'officiers généraux jouissant jusqu'ici d'une réputation bien différente ; les erreurs sans cesse attribuées aux uns, aux autres, à tous ; enfin discuter les titres que M. de Marbot, soit

comme officier de cavalerie, soit comme aide-de camp de maréchaux, peut avoir, en dehors de sa bravoure incontestable et de quelques traits de courageux dévouement, à être si sévère pour tout le monde, la matière de plusieurs chapitres, qui ne seraient peut-être pas sans intérêt, eût été toute trouvée. Mais nous serions entraînés trop loin et ce n'est pas notre affaire.

Bornons-nous à consoler nos compatriotes suisses en rappelant sommairement que s'ils ont été par trop maltraités dans les dits Mémoires, c'est en nombreuse et bonne compagnie, et que cela tient, comme nous l'avons déjà dit, au tempérament même du vaillant auteur, qui, trop bouillant Achille, n'a pas su se tenir en garde contre deux défauts personnels capitaux qui déparent plusieurs de ses chapitres.

C'est d'abord l'oubli complet du précepte de l'Evangile « Si je me glorifie moi-même, ma gloire n'est rien¹ » le portant à raconter sans miséricorde toutes ses prouesses, même celles de sa plus tendre enfance, où il faillit laisser sa tête dans une chatière, et à ne faire grâce aux lecteurs d'aucun de ses coups de sabre, de pistolet, d'audace, de vigueur, de dévouement, de bravoure, de sagesse, de prévoyance². Il aurait tout sauvé si on l'eût écouté. On eût passé la Bérézina sans encombre; évacué Leipzig en 1813 sans grandes pertes, moyennant l'incendie de cette ville — rien que ça, y compris ses 30 mille blessés; — défendu efficacement Paris en 1814, etc. Tout ce qu'il a fait ou voulu faire était parfait, comme il le proclame d'ailleurs dans sa préface à sa femme et à ses enfants, en disant qu'à recommencer une carrière, il ne voudrait que celle qu'il vient de parcourir !

C'est ensuite que cet homme si content de lui-même l'est trop rarement des autres, conséquence logique, et que ses jugements

¹ St-Jean VIII, 54.

² L'excuse se trouve, il est vrai, dans le fait que ces mémoires n'auraient été écrits que pour un petit cercle de famille; mais on y sent d'emblée que l'auteur ne craindra pas que les étroites limites indiquées soient franchies. Cela se voit tant par les détails qu'il donne sur sa famille et sur sa personne, qui devaient être déjà très connus des siens en 1844, que par quelques noms agréables qu'il se plaît à faire retentir, tandis que d'autres sont voilés sous de simples initiales, comme pour leur barrer le chemin de la postérité. Dire qu'il a voulu faire de ces mémoires, quant aux personnes, un complément rectifié de l'arc de triomphe de l'Etoile, ne nous paraît pas loin de la vérité. D'ailleurs il dit lui-même (page 469 du tome II) qu'il faut « conserver DANS NOS ANNALES » les noms des trois braves qui se dévouèrent pour sauver la place assiégée d'Almeida, et il ne manque pas de les citer par le menu. Ces noms auraient-ils été conservés aux *Annales* en restant dans le petit cercle de famille ?

tournent trop à la **médiance**. La plupart de ses chefs y passent; quand ce n'est eux, ce sont leurs familles ou leurs origines. **Mas-séna**, avec qui il s'était *brouillé*, raconte-t-il, à propos d'un ordre à porter sur le champ de bataille de **Wagram**, **Murat**, **Bernadotte** sont dénigrés à plaisir, ce dernier injurié même, pour être devenu prince suédois et avoir dû en subir les conséquences. Le prince **Eugène**, le roi **Joseph**, le roi **Jérôme**, les maréchaux **Jourdan**, **Lefebvre**, **Soult**, **Oudinot**, **Bessièrès**, **Gouvion St-Cyr**, **Marmont** ne sont guère mieux traités, quoique sur des tons divers; **Marmont** fut, suivant lui, une erreur de **Napoléon**; **Sébastiani** une autre erreur; **Lauriston**, qui l'avait si bien remis à sa place à la **Bérézina**, **Bertrand**, **Junot**, **Baraguey-d'Hilliers**, etc., etc., toujours des erreurs. Encore un peu et **Napoléon** ne serait plus qu'un grand faiseur d'erreurs, car il en fit également de nombreuses, suivant **M. de Marbot**, dans les opérations de **1812**, **1813**, **1814**, qu'il critique aussi amèrement que l'avait fait **Rogniat** et sans plus de fondement.

Sans doute, **Napoléon** ne fut pas intaillible; mais une de ses erreurs marquantes ne fut-elle pas peut-être celle du legs de **400 mille francs** à l'auteur futur de tels **Mémoires**? On le croirait surtout quand on voit l'heureux légataire pousser la reconnaissance jusqu'à exprimer cette belle pensée que si la blessure au pied que **Napoléon** reçut à **Ratisbonne** « eût été assez grave pour » nécessiter l'opération, on eût certainement considéré cet événement comme un très grand malheur pour la France; *cependant*, « il lui eût évité peut-être bien des calamités.¹ » ; et ailleurs donner à deux de ses têtes de chapitres les gracieux sous-titres ci-après: « *Intrigues de Napoléon* » et « *Nouvelles intrigues de Napoléon.* »²

Est-ce là que devait aboutir la généreuse dotation de **Ste-Hélène**?

Il resterait aussi à examiner si, dans la campagne de **Waterloo**, **M. le colonel de Marbot**, comme commandant du **7^e hussards**, ne manqua pas l'occasion d'obtenir le plus beau de ses états de service.

Chargé de flanquer la droite du gros de l'armée, derrière **Frichemont**, il réussit bien, parfait prophète de malheur, à prévenir **Napoléon** de l'approche des Prussiens de **Blücher**, mais pas à lui

¹ Voir Tome II, p. 130.

² Voir Tome II, pages 1, 9-12.

amener le concours de Grouchy, qu'il ne sut qu'attendre vainement vers Moustier et Ottignies. S'il eût pris l'initiative d'aller lui-même chercher et renseigner Grouchy, alors près de Vavre, à deux lieues environ, cet éloignement momentané de son poste n'eût-il pas été utile et, en tout cas, aussi bien justifié que celui de la Bérézina, lorsqu'il quitta son régiment sur la rive droite pour porter ses bons conseils à Napoléon sur la rive gauche quant au service des pontonniers ?

Enfin, on pourrait, pour terminer, se demander pourquoi les mémoires s'arrêtent à la prise de Paris en 1814, sauf quelques lignes sur Waterloo ; pourquoi il n'y a rien sur tout ce qui se passa entre deux et depuis 1815, ce qui fait qu'on a, en réalité, les mémoires du *colonel* Marbot, mais pas encore ceux du *général*, puisqu'il n'obtint ce grade que sous Louis-Philippe. Et à ce propos on ne peut s'empêcher de constater que Napoléon, qui se connaissait en hommes — preuve en soit, entr'autres, le cas qu'il fit si justement de Ste-Croix pour l'avoir vu à l'œuvre quelques instants dans l'île de Lobau et qui serait promptement arrivé au haut de l'échelle des dignités sans sa mort prématurée devant Lisbonne — ne crut pas devoir donner à Marbot, malgré l'affection paternelle qu'il lui vouait, le même avancement qu'il prodiguait à d'autres. Il le récompensa en argent. C'est que Napoléon savait que la vaillance du sabre n'est pas tout pour bien porter les épaulettes de général. On sait de plus qu'elle n'est pas grand'chose pour écrire et rectifier l'histoire.

Quoi qu'il en soit, les Mémoires en question ont ici une lacune incontestable et qui ne se comprend guère. Pourquoi cette lacune ? Pourquoi cette contradiction entre le contenu de l'ouvrage et le texte de son titre ?..... C'est ce que les héritiers-éditeurs ne disent pas. Se réservent-ils de l'expliquer dans un volume subséquent, qui parlerait des services en France, en Belgique et en Afrique?... Nous en serions charmé, car nous y trouverions peut-être aussi l'explication de son animosité spéciale contre les Suisses, ainsi que les rectifications historiques survenues depuis la mort du général Marbot et qu'il aurait certainement admises s'il les avaient connues.

On y gagnerait encore sans doute maints récits intéressants, notamment sur les guerres d'Afrique, où on lirait entr'autres la phrase typique du col de Mouzaïa en 1840, lorsque, blessé pour la onzième fois, aux côtés du duc d'Orléans, il s'écria :

« C'est trop bête ! Je suis le baron de Marbot, lieutenant-général,

» grand officier de la Légion d'honneur, aide-de-camp du duc
» d'Orléans, pair de France; je suis porté sur le testament de
» l'empereur, j'ai 80 mille livres de rente et je viens me faire
» blesser ici par un pouilleux d'Arabe qui n'a pas quatre sous
» dans sa poche ! »

exclamation soigneusement enregistrée aujourd'hui par les journaux néerlandais¹, ce qui se comprend, car elle peint l'homme et caractérise bien le genre philosophique et littéraire auquel appartiennent ses Mémoires.



Les chevaux de bataille de Napoléon I^{er}.

A l'occasion d'un cheval arabe noir, qui a joué un certain rôle dans la politique française il y a trois ans, l'attention publique s'est reportée sur d'autres chevaux célèbres et notamment sur ceux de Napoléon I^{er}.

Deux intéressants articles leur ont été consacrés par le *Daily's Magazine*, la plus ancienne et la plus importante des revues anglaises consacrée au sport, lesquels ont été reproduits, complétés ou assaisonnés par la presse du monde entier, présentés entr'autres aux lecteurs français par le *Figaro* et aux lecteurs italiens par le *Diritto*. Nous les reproduirons aussi, en y ajoutant quelques lignes de notre crû lausannois.

Disons d'abord que les intéressants articles anglais susmentionnés sont dûs à la plume de M. Francis Lawley, fils de lord Wenlock, qui a soigneusement étudié l'histoire contemporaine pour se renseigner sur les chevaux montés par Napoléon dans ses principales campagnes, et qui a pu arriver à des résultats positifs.

M. Lawley commence par reproduire une conversation à S^{te}-Hélène entre l'empereur et le célèbre médecin irlandais O'Meara. Parlant des occasions où, dans sa carrière, il avait couru les plus grands dangers, l'empereur racontait qu'à Arcole, son cheval, rendu furieux par une blessure, s'était emporté et l'emmenait tout droit dans les lignes autrichiennes, lorsqu'il s'enfonça jusqu'au cou dans un borbier où l'empereur faillit rester sous son cheval mort et tomber aux mains des Autrichiens. En somme

¹ Le texte ci-dessus est reproduit de l'excellente Revue de Harlem, *De militaire Gids*, de M. le lieutenant-colonel d'artillerie Boogaard, livraison de mars 1892.

Carte pour l'intelligence du passage et de la Bataille de la **BERESINA**
les 26, 27, 28 Novembre 1812.

